

Il faut remettre de l'économie dans l'écologie ! Le cas des énergies renouvelables.

(Publiée le 8 oct. sur le site libération.fr dans le cadre du Forum « Quelle Energies ? », Toulouse 12 & 13 octobre 2013 – Planète Eolienne intervient le Dimanche 13 à 10h dans le débat « Faut-il remettre de l'économie dans l'écologie avec Yannick JADOT, député européen EELV et Thomas LEAUTIER, économiste à la Toulouse School of Economics)

L'économie de l'écologie est une économie de rupture. Comme « Internet », elle est/sera décentralisée et dématérialisée, souple, innovante, rebelle, participative, territoriale, citoyenne, responsable. Elle privilégiera les échanges entre pairs et les PME locales plutôt que l'asservissement à quelques oligopoles, les économies d'énergie plutôt que le « toujours plus », les énergies renouvelables (ENR) plutôt que le nucléaire. A lire absolument, le brillant essai de Jeremy Rifkin : « *La troisième révolution industrielle : comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde* »¹.

Sous les mamelles du jacobinisme et du colbertisme, la France s'est développée à l'opposée de ces principes, engoncée dans les dogmes séculaires de quelques « énarchies », notamment celle du Corps des Mines. Ainsi, la forme que cette économie doit prendre et sa nécessité sont méconnues voire pire, méprisées par la haute fonction publique et le gouvernement.

Les ENR sont, depuis la fin 2010, en proie à un génocide économique incompréhensible² dont la responsabilité est directement imputable à l'Etat. Elles sont pourtant « primordiales » reconnaît François Hollande, qui ne cesse par ailleurs de marteler que l'emploi est la « priorité des priorités ».

Les cinq dernières années dans le secteur des ENR (éolien, solaire, biomasse...), l'Allemagne a créé 75 emplois/jour (soit l'équivalent de 10-20 PME qui décollent par jour) et la France, de son côté, a décidé (sic) de détruire, 15 emplois/jour, soit 3-5 PME/jour !

Annoncé par le Premier ministre en clôture de la conférence environnementale, la loi sur la transition énergétique prévue pour l'été 2013, est reportée à fin 2014. Point. Sans même préjuger de quoi sera fait la loi, cet arbitrage coutera donc au pays au moins 7.300 emplois ; l'Allemagne pendant ce temps en aura généré 36.500. Faut-il rappeler que les marchés mondiaux n'attendent pas la France ? Les ENR sont l'exemple même de la désindustrialisation.

Mettre en phase les déclarations et les actions.

- Construire une vraie filière industrielle : fixation d'un objectif 2030 de 50.000 mégawatts pour l'éolien et la même chose pour le photovoltaïque³. On créera ainsi plus de 200.000 emplois.
- Changer de discours : stop aux simulacres de débat (transition énergétique), grandes messes (conférence environnementale) ou « éléphants blancs »⁴ qui épuisent les bonnes volontés et aiguissent les colères. Non, les ENR ne pèsent pas sur le pouvoir d'achat et sur la compétitivité des entreprises ; ce sont les choix du passé qui le

¹ Ed. Les Liens qui Libèrent

² Chute des nouvelles installations d'un facteur 3 depuis un an ; disparition de plus de 20.000 emplois.

³ Soit les objectifs que s'est fixée l'Allemagne pour 2020.

⁴ Déblocage de 30 M€ de subventions pour quelques grands groupes pour construire des hydroliennes, certes utiles mais insignifiantes à terme.

font⁵ ! Et on pourrait conseiller à nos élites de renverser leur logiciel d'allégeance à la grande industrie et de dédain des PME. Car ce sont bien ces dernières qui feront la transition énergétique.

- Exemplarité de l'Etat : sur toutes les surfaces utiles des bâtiments publics, installation d'équipements durables et renouvelables (isolation, eau chaude solaire, électricité photovoltaïque).
- Choc de simplification : il est aberrant que les projets ENR mettent en France 2-3 fois plus de temps que partout ailleurs. Le coût pour le pays est colossal : engorgement des administrations, non respect des objectifs européens, faiblesse internationale des filières économiques, etc.
- Recherche & innovation : créer une contribution R&D de 0,1 centime par kWh vert produit qui viendrait percoler dans toutes les strates économiques du pays.
- Favoriser les PME : suppression de la procédure d'appels d'offres, outil de coercition mais surtout d'étranglement des PME. Confirmer du même coup que le seul mécanisme efficace de soutien aux ENR sont les tarifs réglementés comme l'affirme l'ONU⁶. Dans une phrase qui a mis en émoi toutes les filières ENR, François Hollande vient de remettre en cause ce mécanisme : la France peut-elle avoir raison contre le monde entier ?
- Stop aux incertitudes : confirmation du tarif d'achat de l'énergie éolienne, refonte des coûts de raccordement au réseau devenus exorbitants (+150% depuis 2012 !)⁷.
- Ouvrir le champ des possibles : mise en place d'un cadre adapté aux territoires ruraux qui favorise les petits projets, l'auto-consommation, la constitution de fonds d'investissement locaux ouverts notamment aux citoyens, la généralisation du « compte épargne CO2 », etc.

On oublierait alors vite, pourquoi il y a si peu d'économie aujourd'hui dans l'écologie.

⁵ La mise à niveau post-Fukushima des centrales nucléaires coûtera autour de 50 milliards annonce EDF, sans oublier les 60 milliards de déficit énergétique de la France.

⁶ Rapport "Feed-in Tariffs (déc. 2012) du Programme des Nations Unies pour l'Environnement

⁷ Cf. loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) du 7/12/2012